

Notification aux parties le 12/4/88

N°6/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N°75-8/CA du Greffe

Arrêt du 3 Mars 1988

COUR POPULAIRE CENTRALE

FLACANDJI A. Vincent

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Ministre de la Justice.

Vu la requête en date du 30 Juin 1975 enregistrée au Greffe de la Cour sous le n°451/GCS du 21 Juillet 1975 par laquelle le nommé FLACANDJI Adjagba Vincent, ancien Huissier de Justice domicilié à Porto-Novo a saisi la Cour d'un recours tendant à l'annulation de la décision n° 01579/MJL du 30 Décembre 1974 par laquelle le Ministre de la Justice a rejeté sa candidature à la charge d'Huissier de Justice à Parakou;

Vu la communication sous le n°798/GCS du 3 Novembre 1975 faite à l'Administration pour ses observations sur la requête susvisée;

Vu les observations ministérielles n° 01350/MJL/DACP/343 du 24 Décembre 1975 enregistrées sous le n°690/GCS du 29 Décembre 1975 par lesquelles le Ministre de la Justice soutient que "le Camarade FLACANDJI ne peut plus prétendre à être candidat à une charge d'huissier pour avoir commis des fautes dans l'exercice de ses fonctions d'huissier";

Vu le mémoire ampliatif en date du 25 Octobre 1977 enregistré sous le n°282/GCS du 2 Novembre 1977 par lequel Luiz V. ANGELO, conseil du requérant sollicitait l'annulation du décret 69-233/PR-MJL du 4 Septembre 1969 qui avait prononcé la destitution de FLACANDJI de sa charge d'huissier de Justice à Porto-Novo;

Vu la consignation constatée par reçu n°35/75 du 25 Juillet 1975;

Vu l'ordonnance n°71-24/PC-MJL du 19 Juin 1971 portant Statut des Huissiers;

Vu l'ordonnances n°21/PR du 26 Avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême alors applicable;

Vu la loi n°81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire;

Vu toutes les pièces du dossier;

Où le Président-Rapporteur en son rapport;

.../...

Ouf l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi.

EN LA FORME :

Considérant que le requérant FLACANDJI Adjagba Vincent s'est pourvu par requête en date du 30 Juin 1975 en annulation contre la décision n° 01579/MJL du 30 Décembre 1974 par laquelle le Ministre de la Justice a rejeté sa candidature à la charge d'Huissier de Justice à Parakou;

Considérant que postérieurement à ce recours, le conseil du requérant sollicitait par mémoire ampliatif enregistré le 2 Novembre 1977, l'annulation du décret 69-233/PR-MJL du 4 Septembre 1969 qui avait prononcé la destitution de FLACANDJI de sa charge d'Huissier de Justice à Porto-Novo;

Considérant qu'aux termes de l'article 68 de l'ordonnance 21/PR du 26 Avril 1966 alors applicable devant la Cour Suprême, le délai pour se pourvoir était de deux mois pour compter de la notification de l'acte querellé;

Considérant dès lors qu'il convient de rejeter en la forme le recours formulé contre le décret de destitution comme étant une demande nouvelle introduite hors du délai de l'article 68 susvisé et de ne déclarer recevable que la requête initiale de FLACANDJI contre le refus du Ministre de la Justice de lui faire conférer la charge d'Huissier de Justice de Parakou.

AU FOND :

Considérant que Vincent Adjagba FLACANDJI allègue au soutien de son pourvoi d'une part que le refus de l'Administration d'agréer sa candidature procédait d'une inexacte appréciation des faits en ce qu'il aurait été destitué pour avoir été poursuivi par un tiers saisissant pour abus de confiance et condamné par le Tribunal Correctionnel "le 19 Octobre 1970 à une peine de six mois d'emprisonnement alors que ladite décision avait été infirmée en cause d'appel par arrêt du 29 Décembre 1972";

Considérant que le requérant allègue d'autre part une interprétation erronée des lois et règlements en particulier des dispositions de l'ordonnance 71-24/PC-MJL du 19 Juin 1971 fixant le Statut des Huissiers de Justice en ce que le refus opposé à sa candidature par l'Administration serait fondé sur une prétendue incompétence professionnelle alors qu'il remplirait les conditions requises de diplôme et de stage puisqu'il avait assuré pendant plusieurs années les fonctions d'Huissier de Justice à Porto-Novo avant sa destitution;

.../...

Considérant qu'il s'agit en l'occurrence d'un pouvoir discrétionnaire laissé à la seule appréciation de l'Administration et qui ne peut s'expliquer que par les autres dispositions de la loi;

Considérant en effet que l'article 24 du même texte soumet à l'épreuve d'une enquête de moralité sur sa conduite tout candidat à une charge d'huissier de Justice, ce qui implique qu'au cas où le requérant aurait une conduite attentatoire à l'honneur et à la probité, sa candidature pourrait ne pas être présentée à l'approbation du Gouvernement;

Considérant par ailleurs que l'article 54 exige que Huissiers exercent leur ministère avec la probité la plus pure et la plus grande diligence;

Considérant que les exigences des articles 24 et 54 justifient par les dispositions de l'article 5 de la même ordonnance selon lesquelles les actes dressés par les Huissiers font foi jusqu'à inscription de faux;

Considérant que lorsque l'Administration détient le pouvoir de proposer ou de refuser une candidature à une nomination à la suite d'une enquête qu'elle peut seule diligenter sa décision relève alors de son pouvoir discrétionnaire et non d'une compétence liée;

Considérant en la cause que la qualité d'ancien titulaire de charge d'huissier prouve à l'évidence la capacité de Vincent Adjagba FLACANDJI à assumer de telles fonctions;

Mais considérant sur le plan de la probité que le fait de ne remettre au propriétaire d'une somme d'argent que l'original détient comme tiers saisi plus de trois mois après sommation avec commandement de payer n'est pas la preuve de la conduite irréprochable ni de la diligence exemplaire qui sont imposées aux Huissiers de Justice comme obligations professionnelles impératives;

Considérant en conséquence que Vincent Adjagba FLACANDJI n'est pas fondé à reprocher au Ministre de la Justice sa décision de rejeter sa candidature à la charge d'Huissier, dès lors que ledit FLACANDJI ne présentait pas toutes les garanties que l'Administration de tutelle pouvait attendre d'un Officier ministériel dont les actes font foi jusqu'à inscription de faux.

PAR CES MOTIFS :

DECIDE :

[Signature]

.../...

Considérant sur le premier moyen du recours qu'il résulte de la procédure que par exploit du 23 Juin 1967 la SCCA avait opéré une saisie-arrest entre les mains de FLACANDJI A. Vincent alors Huissier de Justice à Porto-Novo pour une somme de un million cinq cent mille (1.500.000) francs, montant d'un chèque libellé à l'ordre de l'Huissier susdit;

Que FLACANDJI toucha ledit chèque le 20 Mars 1969 avant la décision de validation de l'ordonnance de saisie;

Que malgré des démarches amiables, FLACANDJI ne rendit pas la somme à la SCCA et qu'il fallut un exploit d'Huissier avec commandement de payer pour que FLACANDJI s'exécutât le 30 Juin 1969;

Considérant que c'est sur ces entrefaites que FLACANDJI A. Vincent fut destitué de sa charge d'huissier de Porto-Novo par le décret susvisé n°69-233/PR-MJL du 4 Septembre 1969;

Considérant que FLACANDJI prétend que la mesure qui a été prise contre lui l'a été en violation de la procédure disciplinaire organisée par les articles 65 à 70 de l'ordonnance n°71-24/PC-MJL du 19 Juin 1971 portant Statut des Huissiers;

Qu'en particulier, il n'aurait pas été entendu sur les faits qui lui étaient reprochés et que l'avis de la Chambre Nationale des Huissiers n'aurait pas été recueilli conformément à ce même texte;

Considérant que l'Administration ne refute pas ce moyen tiré de l'irrégularité de la décision de destitution ni n'offre de le justifier;

Considérant qu'en agissant ainsi que l'affirme le requérant, l'Administration avait manifestement violé les droits de la défense;

Considérant que cette sanction quoique irrégulière en la forme n'avait jamais fait l'objet d'un recours dans les délais de la loi;

Considérant qu'il s'ensuit que cet acte administratif individuel devenu définitif se trouve dès lors à l'abri d'une annulation juridictionnelle;

Considérant sur le deuxième moyen du recours qu'il ressort des dispositions de l'ordonnance n°71-24/PC-MJL du 19 Juin 1971 fixant le Statut des Huissiers de Justice et notamment de son article 25 que les Huissiers sont nommés par le Gouvernement que sur proposition du Ministre de la Justice;

Considérant que ledit Ministre de la Justice ne peut proposer à l'examen du Gouvernement comme candidature à une charge d'huissier que celle d'un postulant ayant satisfait à la double condition de compétence professionnelle et de probité morale;

.../...

Article 1er. - Les demandes nouvelles formulées hors délai par Vincent Adjagba FLACANDJI sont irrecevables.

Article 2. - Le recours originaire de Vincent Adjagba FLACANDJI contre la décision ministérielle n° 01579/MJL du 30 Décembre 1974 est recevable.

Article 3. - Ledit recours est rejeté.

Article 4. - Notification de la présente décision sera faite à Vincent Adjagba FLACANDJI, au Ministre de la Justice et au Procureur Général du Parquet Populaire Central.

Article 5. - Les dépens seront à la charge de Vincent Adjagba FLACANDJI.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT;

Mouazimou AMOUSSA MADJEBI et Basile SOSSOUHOUNTO, Juges Professionnels, CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBODE et Hubert GNONHOUE, Juges Populaires non Professionnels, CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi trois Mars mil neuf cent quatre vingt huit, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Samson DOSSOUMON, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER;

Et ont signé:

Le Président,

E = 8000 F

Le Greffier,

Enregistré à Cotonou le 31-3-1988
- fo 23 - Case 399
A. PARAISSO. - Reçu deux mille frs J. TOUMATOU. -

L'Inspecteur de l'Enregistrement

